

Sommet de l'avenir 2024

Messages politiques clés

Nos messages clés :

1. La société civile a un rôle important à jouer dans la coordination d'une approche pan-sociétale. Les États membres doivent reconnaître le rôle de la société civile dans la mise en œuvre du Pacte pour l'avenir, en veillant à ce que l'approche adoptée soit pan-sociétale.
2. Les conflits sont un facteur de risque qui compromet les avancées du Programme 2030. Il est essentiel de mettre fin aux conflits et de promouvoir la paix si nous voulons réaliser le Programme 2030 et les ambitions du Pacte pour l'avenir.
3. Le financement du développement doit tenir compte des risques et atteindre le niveau local.
4. Les communautés locales doivent être impliquées de manière significative dans la conception et la mise en œuvre des plateformes d'urgence.

Les messages clés décortiqués

1. **Le Sommet de l'avenir (SOTF) est source d'espoir et d'unité à un moment où nous en avons le plus besoin. Toutefois, son succès dépendra de sa mise en œuvre. Nous demandons aux États membres de reconnaître et de défendre le rôle de la société civile dans la mise en œuvre d'une approche pan-sociétale. Une feuille de route claire est nécessaire pour une mise en œuvre qui place la société civile, les communautés locales, les groupes de jeunes, les femmes et d'autres groupes marginalisés en son cœur, et qui fait avancer une approche pan-sociétale pour réaliser les ODD et le Programme 2030.**
 - Le SOTF est source d'espoir et d'unité à un moment où nous en avons le plus besoin. Il est l'occasion de repenser le multilatéralisme et de placer les populations et la

Réseau Mondial des Organisations de la Société Civile pour la Réduction des Catastrophes (GNDR)

Association à but non lucratif enregistrée sous le numéro 1141471. Société à responsabilité limitée, enregistrée en Angleterre et au Pays de Galles sous le numéro 07374358

Siège social : 8 Waldegrave Rd, Teddington, Londres, TW11 8HT, Royaume-Uni

+44 (0)2089 77726 | info@gndr.org | gndr.org

résilience au centre des approches de développement. Cependant, il faut que ce soit plus qu'un dialogue. Le SOTF offre un « début » et les actions et engagements du Pacte doivent être mis en œuvre et les progrès suivis après le sommet.

- Une feuille de route claire pour la mise en œuvre est nécessaire, avec des points de contrôle à court et à long terme sur les progrès réalisés.
- Les États membres doivent interagir de manière significative avec la société civile, les communautés locales, les groupes de jeunes, les femmes et les autres groupes marginalisés dans la mise en œuvre du Pacte et défendre une approche pan-sociétale – ce n'est qu'à cette condition que le développement durable sera assuré pour tous.
- En tant que société civile, nous nous engagerons à soutenir l'élan après le SOTF, à mettre en œuvre ses engagements et à nous tenir redevables. Nous appelons tous les États membres et les acteurs internationaux à faire de même.

2. Nous ne pouvons pas réaliser le Programme 2030 ou les ambitions du Pacte pour l'avenir sans nous attaquer à l'escalade dévastatrice des conflits dans le monde. Pour construire et maintenir des sociétés pacifiques, inclusives et justes et s'attaquer aux causes profondes des conflits, nous demandons que l'on mette davantage l'accent sur un développement et une gouvernance qui tiennent compte des risques dans les États touchés par les conflits.

- GNDR se félicite de l'appel lancé dans le cadre du Pacte à redoubler d'efforts pour construire des sociétés pacifiques, inclusives et justes et à s'attaquer aux causes profondes des conflits, ainsi qu'à renforcer l'architecture de consolidation de la paix.
- Nous nous félicitons également de la reconnaissance de l'interdépendance entre la paix et la sécurité internationales, le développement durable et les droits de l'homme.
- Dans ce contexte, et dans le cadre de la mise en œuvre du Pacte, nous appelons la communauté internationale à aider les États fragiles et touchés par des conflits à mettre en œuvre une gouvernance, des politiques et des plans tenant compte des risques, et à aider les États fragiles à accéder à des mécanismes financiers pour la réduction des risques.

3. Nous ne pouvons pas combler le déficit de financement en ayant recours aux approches habituelles de financement du développement. Le financement du

développement doit tenir compte des risques et promouvoir la résilience. Les fonds doivent atteindre le niveau local et être accessibles aux groupes les plus marginalisés qui se trouvent en première ligne des risques.

- GNDR se félicite de l'appel lancé dans le cadre du Pacte pour combler le déficit de financement des ODD et pour que le financement soit accessible aux pays en développement. Il se félicite également de la référence à la nécessité de localiser un développement durable.
- Cependant, si nous voulons atteindre les objectifs de développement durable en localisant le développement durable, ce financement ne peut pas être un financement de développement classique.
- Investir dans le domaine des risques de catastrophe permet de sauver des vies et de gagner de l'argent à long terme, mais trop peu de fonds sont consacrés à la réduction des risques de catastrophe et aux initiatives de développement tenant compte des risques. En outre, les communautés et les acteurs locaux sont ceux qui comprennent le mieux leurs besoins et savent comment construire une résilience inclusive, mais trop peu de financements sont accessibles aux communautés locales qui sont en première ligne face aux risques de catastrophes et au changement climatique.
- En comblant le déficit de financement, nous devons nous assurer que nos investissements sont à l'épreuve du temps, qu'ils favorisent un développement tenant compte des risques et qu'ils sont accessibles aux communautés locales et aux groupes marginalisés, notamment, mais sans s'y limiter, les femmes, les peuples autochtones et les personnes en situation de handicap.
- Pour investir dans un développement tenant compte des risques, il faut analyser les menaces complexes auxquelles les gens sont confrontés et comprendre leurs vulnérabilités et leurs capacités. Cette analyse doit être comprise du point de vue des communautés locales. Le développement tenant compte des risques implique également d'investir dans la préparation, l'anticipation et la résilience. Les donateurs et les fonds de développement doivent veiller à ce que le financement prenne en compte les risques complexes et cumulés qui freinent les progrès dans la réalisation des ODD, et à ce qu'il soit orienté vers des initiatives qui renforcent la résilience.

- En outre, les fonds de développement doivent être rendus accessibles aux communautés locales et aux groupes marginalisés. Les fonds doivent être réservés aux acteurs locaux par le biais de guichets d'accès direct, et les processus de demande de financement doivent être rationalisés. La localisation requiert plus qu'une intention politique, elle nécessite des financements, et ces financements doivent bénéficier aux groupes dirigés par des femmes, aux peuples autochtones, aux personnes en situation de handicap et aux autres groupes marginalisés. Ce n'est qu'à cette condition que le financement du développement fonctionnera véritablement pour tous et renforcera la résilience.

4. Les plateformes d'urgence permettent de renforcer la coordination et la cohérence et d'apporter une réponse plus efficace aux situations d'urgence complexes à l'échelle mondiale. Un leadership local est essentiel pour que cela soit efficace. Cela inclut la participation significative des communautés locales, de la société civile, des groupes de jeunes et des personnes les plus marginalisées dans la prise de décision et la mise en œuvre.

- Le monde est confronté à des crises multiples et croisées mais, dans l'ensemble, la réponse est souvent cloisonnée et fragmentée. Les plateformes d'urgence sont proposées pour aider à fournir des réponses internationales interdisciplinaires et multisectorielles permettant de faire face à la complexité des crises en cascade et interdépendantes. Les chocs visés par les plateformes d'urgence sont de nature « mondiale ». Elles ont néanmoins des répercussions au niveau local et, comme l'a souligné le Secrétaire général des Nations unies, la participation et la reddition de compte des différentes parties prenantes sont essentielles à la réussite de la réponse mondiale (Plateforme d'urgence, UN Sec Gen - Document d'orientation, p.11).
- Nous saluons la vision du Secrétaire général de l'ONU selon laquelle les plateformes d'urgence doivent permettre un « multilatéralisme inclusif et en réseau » et la société civile doit être consultée dans ce cadre (Plateforme d'urgence, Secrétaire général de l'ONU - Document d'orientation).
- Lors de l'élaboration des plans pour les plateformes d'urgence après le SOTF, il sera essentiel de ne pas oublier ces intentions. Il s'agira d'aller au-delà de la consultation passive pour faire en sorte que la société civile, les jeunes et les groupes marginalisés participent de manière significative aux décisions sur le fonctionnement des plateformes d'urgence. Les perspectives des jeunes, des groupes locaux et marginalisés, notamment, mais sans s'y limiter, les femmes, les peuples autochtones et

les personnes en situation de handicap, seront particulièrement importantes dans ce contexte. Nous demandons qu'un processus inclusif soit mis en place pour permettre l'engagement de la société civile dans le développement des plateformes d'urgence après le SOTF.